



**PRÉFÈTE  
DE LA MAYENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
Pôle Risques Chroniques  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 20 mai 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**FROMAGERIES PERREAULT**

LE FRESNE

53170 Meslay-Du-Maine

**Références :** 2025-207\_PERREAULT - MESLAY DU MAINE\_INSP\_RAP  
**Code AIOT :** 0006301288

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2025 dans l'établissement FROMAGERIES PERREAULT implanté LE FRESNE 53170 MESLAY-DU-MAINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FROMAGERIES PERREAULT
- LE FRESNE 53170 MESLAY-DU-MAINE
- Code AIOT : 0006301288
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Fromageries PERREAULT exploite depuis plus de 40 ans à MESLAY-DU-MAINE une fromagerie industrielle produisant en particulier des fromages comme le Vieux pané, le Boursault, le Pié d'Angloys sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 2004 modifié. Cet établissement est soumis à la directive IED.

L'établissement fait partie du groupe Savencia (anciennement dénommé BONGRAIN). Il emploie 115 personnes et une douzaine d'intérimaires. La réception du lait (100 000 l/j), gérée par la filiale de Savencia dans un rayon de collecte de 20 km autour du site, s'effectue sur 365 jours ; la fabrication s'effectue 5 jours sur 7.

L'usine comprend une station d'épuration biologique à boues activées de capacité de 7 000 eq/hab, située à environ 2 km du site au niveau des ateliers municipaux et rejetant dans le Ruisseau le Vassé.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale – Vérification des installations électriques
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Déclinaison PAOT - SDAGE 2022-2027	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22-2°	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Vérifications périodiques des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/12/2004, article 28	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Fréquence des mesures de la qualité des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 21/12/2004, article 62.4.6.1	Sans objet
3	Interprétation des résultats de mesures de la qualité des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 21/12/2004, article 62.4.6.2	Sans objet
4	Validation de l'autosurveillance de mesures de la qualité des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 21/12/2004, article 62.4.6.3	Sans objet
5	Vérification de la chaîne de mesure de la qualité des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 21/12/2004, article 62.4.6.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant respecte les dispositions réglementaires contrôlées. Des observations sont formulées sur les points de contrôles relatifs à la remise de l'étude d'acceptabilité des rejets aqueux dans le milieu et aux vérifications des installations électriques.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclinaison PAOT - SDAGE 2022-2027

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22-2°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 22/12/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'arrêté préfectoral complémentaire du 13 mars 2024 impose à la société Fromageries Perreault la réalisation, sous un délai de 12 mois, d'une étude d'acceptabilité de ses rejets d'eaux usées industrielles au sein de la masse d'eau « La Vaige (code SANDRE : FRGR0488) ».</p> <p>La société Fromageries Perreault a déposé le 28 février 2025 en Préfecture de la Mayenne son rapport d'étude d'acceptabilité des rejets aqueux dans le milieu (GES n°232751 de février 2025). L'exploitant a été assisté du bureau d'études GES pour la réalisation de cette étude.</p> <p>Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant était accompagné d'un représentant du bureau d'études GES. Une présentation détaillée de l'étude a été effectuée par le bureau d'études. Les observations suivantes ont été formulées par l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Page 45 : Expliciter les modalités de calcul de la biodisponibilité des métaux. Le tableau de la page 46 n'est pas explicite ;</li><li>• Page 46 : Justifier la non prise en compte de la biodisponibilité des métaux présents au titre du fond géochimique (Cb) ;</li><li>• Page 53 : Expliciter les hypothèses considérées pour définir le prorata des flux associés à chacun des contributeurs (Fromageries Perreault et Station d'épuration) ;</li><li>• Page 59 : Compléter l'étude en intégrant l'examen de la compatibilité des rejets en macropolluant avec le milieu (mettre en oeuvre la méthodologie définie et appliquée pour les micropolluants) ;</li><li>• Page 62 : Comme pour l'examen de la compatibilité des macropolluants, il convient de prendre en compte un abattement de 10 % du débit d'étiage dans le cadre de l'examen de la compatibilité des micropolluants ;</li><li>• Page 66 : Prendre en compte, pour l'étape 1, la concentration maximale et non pas la concentration moyenne ;</li><li>• Page 66 : Présenter, pour l'étape 2, les résultats, mois par mois, pour les Chlorures ;</li><li>• Page 67 : Ajouter, au sein du tableau 52, le paramètre Chlorures.</li></ul> <p>Il convient de compléter l'étude en prenant en compte les observations sus-mentionnées.</p> <p>Que cela soit pour les substances macropolluantes (pour la DCO, DBO<sub>5</sub>, NTK et Pt) ou micropolluantes (pour les chlorures voire pour le cuivre), l'étude d'acceptabilité conclut à la nécessité de mener une étude technico-économique afin de proposer les solutions qui permettront de rendre la qualité des rejets compatible avec l'objectif de bon état du milieu. En application de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 mars 2024, l'échéance de remise de cette étude technico-économique est fixée au 13 mars 2026.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 2 : Fréquence des mesures de la qualité des eaux rejetées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2004, article 62.4.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence des mesures de la qualité des eaux rejetées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de procéder ou, de faire procéder à un contrôle de ses effluents à la fréquence donnée en 62.4.5. Les contrôles sont réalisés sur un échantillon moyen représentatif d'une journée, prélevé par un dispositif asservi au débit instantané, sauf pour la température et le débit.</p> <p>Les résultats sont déclarés tous les mois, accompagnés des commentaires éventuels, à l'inspection des installations classées par saisie directe dans une base de données électroniques au moyen d'un accès sécurisé communiqué à l'exploitant par l'inspection.</p> <p>Les résultats du mois "n" sont déclarés avant la fin du mois "n+1".</p> <p>Par ailleurs, les résultats des analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En outre, des mesures complémentaires à la charge de l'exploitant pourront être effectuées à la demande de l'inspection des installations classées, par un laboratoire agréé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En application des dispositions de l'arrêté préfectoral du 21/12/2004, l'exploitant réalise une autosurveillance de la qualité de ses rejets en sortie de station d'épuration. L'exploitant déclare sous l'application GIDAF ses résultats d'autosurveillance de la qualité de ses eaux traitées en sortie de la station d'épuration. Une extraction des résultats en concentration et en flux a été réalisée sur la période de janvier à décembre 2024 (période de 12 mois). Sur cette période, les fréquences d'auto-surveillance ont été respectées pour l'ensemble des paramètres et substances (macro et micropolluants).</p> <p>Les contrôles sont réalisés sur un échantillon moyen représentatif d'une journée, prélevé par un dispositif asservi au débit instantané.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Interprétation des résultats de mesures de la qualité des eaux rejetées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2004, article 62.4.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Interprétation des résultats de mesures de la qualité des eaux rejetées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le rejet représenté par l'échantillon est non conforme par rapport aux valeurs limites de rejet fixées ci-dessus lorsque la valeur mesurée d'un paramètre dépasse les flux ou les concentrations maximales journalières fixés en 62.4.5.</p> <p>Le nombre maximal d'échantillons non conformes tolérés est inférieur à 10 % des mesures réalisées selon les fréquences figurant au tableau ci-dessus, sans toutefois que les valeurs limites dépassent en concentration et en flux, le double des valeurs-limites maximales journalières. Lorsque la fréquence des mesures est hebdomadaire, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En application des dispositions de l'arrêté préfectoral du 21/12/2004, l'exploitant réalise une</p>



autosurveillance de la qualité de ses rejets en sortie de station d'épuration. L'exploitant déclare sous l'application GIDAF ses résultats d'autosurveillance de la qualité de ses eaux traitées en sortie de la station d'épuration. Une extraction des résultats en concentration et en flux a été réalisée sur la période de janvier 2024 à décembre 2024 (période de 12 mois). Sur cette période, 366 prélèvements journaliers ont été effectués. La consultation de ces données met notamment en évidence les constats suivants :

- Concentration en MES : Aucun dépassement de la valeur limite journalière (30 mg/l)
- Flux en MES : Aucun dépassement du flux limite (21 kg/j)
- Concentration en DCO : Aucun dépassement de la valeur limite journalière (75 mg/l)
- Flux en DCO : Aucun dépassement du flux limite (52,5 kg/j)
- Concentration en Phosphore total : Aucun dépassement de la valeur limite journalière (3 mg/l)
- Flux en Phosphore total : Aucun dépassement du flux limite (2,1 kg/j)
- Concentration en NGL : Aucun dépassement de la valeur limite journalière (15 mg/l)
- Flux en NGL : Aucun dépassement du flux limite (10,5 kg/j)
- Concentration en DBO<sub>5</sub> : Aucun dépassement de la valeur limite journalière (20 mg/l)
- Flux en DBO<sub>5</sub> : Aucun dépassement du flux limite (14 kg/j)

Au regard des résultats obtenus en sortie, le fonctionnement de la station d'épuration est considéré comme satisfaisant. La qualité des eaux usées traitées est conforme aux Valeurs Limites d'Emission actuellement applicables.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Validation de l'autosurveillance de mesures de la qualité des eaux rejetées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2004, article 62.4.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Validation de l'autosurveillance de mesures de la qualité des eaux rejetées
<b>Prescription contrôlée :</b> La mesure des paramètres suivis au titre de l'autosurveillance est réalisée au moins trimestriellement par un organisme agréé par le ministère de l'environnement, ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. L'analyse et les actions correctives issues de la confrontation avec les mesures de l'exploitation, réalisées en parallèle, sont transmises par l'exploitant à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Au jour de la visite d'inspection, l'exploitant réalise un contrôle externe de mesure de la qualité de ces effluents, à fréquence hebdomadaire, pour les paramètres suivants : MES, DCO, DBO <sub>5</sub> , NGL, et Pt. L'analyse est réalisée par le laboratoire INOVALYS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Vérification de la chaîne de mesure de la qualité des eaux rejetées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/12/2004, article 62.4.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification de la chaîne de mesure de la qualité des eaux rejetées
<b>Prescription contrôlée :</b>

L'exploitant fait réaliser, au minimum tous les trois ans, par un organisme extérieur une vérification complète de la chaîne de mesure des paramètres mentionnés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Le cahier des charges et le choix de l'organisme seront préalablement soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

Cette vérification portera sur les conditions de prélèvement, de conservation, d'analyse et d'exploitation des résultats. Le rapport de vérification comportera une synthèse concluant sur le caractère satisfaisant de la chaîne de mesure au regard des bonnes pratiques.

L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées le rapport de vérification dans un délai de trois mois à compter de sa finalisation par l'organisme extérieur, accompagné des propositions d'améliorations qui s'avèreraient nécessaires. Ces propositions préciseront notamment les délais et les modalités de mise en œuvre.

**Constats :**

Dans le cadre du Suivi Régulier des Rejets (SRR), l'exploitant fait réaliser, tous les deux ans, par un organisme extérieur une vérification complète de la chaîne de mesure des paramètres mentionnés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

La dernière vérification a été réalisée le 02/04/2024 par la société IRH Environnement (Rapport n°PDLP240222-24-226-R1 - 23 avril 2024). La conclusion de cette vérification met en évidence la conformité de l'installation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Vérifications périodiques des installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/12/2004, article 28

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérifications périodiques des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques ainsi que les mises à la terre des appareils doivent être réalisées par des personnes compétentes, avec du matériel normalisé et conformément aux normes applicables.

L'installation ainsi que les prises de terre sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent et maintenues en bon état.

Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté les deux rapports de vérification des installations électriques suivants :

- Partie Usine - Rapport APAVE n°0607312-010-1 en date du 26/06/2024. La vérification a été réalisée entre le 11/06/2024 et le 19/06/2024 (précédente vérification réalisée le 26/05/2023). 9 observations (dont 2 déjà signalée auparavant) sont signalées. Le compte rendu de vérification périodique (Q18) met en évidence que l'installation électrique de la partie Usine ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion ;
- Partier Eaux résiduaires - Rapport APAVE n°0607310<sup>010</sup>-1 en date du 26/06/2024. La vérification a été réalisée entre le 11/06/2024 et le 19/06/2024 (précédente vérification réalisée le 26/05/2023). 3 observations sont signalées. Le compte rendu de vérification périodique (Q18) met en évidence que l'installation électrique de la partie Eaux résiduaires ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.

La fréquence annuelle de vérification des installations électriques est respectée. L'ensemble des bâtiments présents dans le périmètre du site a été contrôlé au travers des deux rapports de vérification sus-mentionnés. **L'examen des rapports de vérification met en évidence que des limites n'ont pas permis au prestataire en charge du contrôle de réaliser la vérification sur l'ensemble des installations électriques (cf. point 1.2 de chacun des rapports). Il convient que l'exploitant**

**s'attache à lever les limites de la prestation afin de garantir l'exhaustivité et la fiabilité de la vérification.**

Un plan d'action est mis en œuvre par l'exploitant via un tableur de suivi des écarts constatés au sein des installations électriques. Sur les 12 observations signalées, 10 écarts ont été corrigés.

Les conclusions des rapports de vérification des installations électriques ainsi que la déclinaison du plan d'action témoignent d'un bon suivi de l'état des installations électriques sur le site.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Demande d'action corrective**

**Proposition de délais : 3 mois**